

Notre maison brûle... Quelles solutions dans nos territoires ?

Inondations, canicules, pénuries d'eau, épuisement des ressources, artificialisation des sols, effondrement de la biodiversité, etc. Les défis écologiques interrogent et appellent à radicalement repenser notre façon d'habiter et de concevoir notre environnement pour limiter notre impact et faire face aux changements.

Comment transformer nos façons de vivre et aménager nos territoires tout en permettant à chacune et à chacun de se loger, d'accéder aux services, de se déplacer, de travailler, de se divertir sans injonctions contradictoires ? De la construction à l'urbanisme, de la mobilité à notre façon de produire, de l'agriculture à l'énergie, de notre confort à notre lien à la nature, de l'aspiration individuelle au besoin collectif... La tâche peut paraître titanesque, tant nos modes de vie actuels semblent immuables, enracinés jusque dans nos imaginaires.

Quid du rêve de la maison individuelle avec son carré de jardin, de la voiture et des infrastructures routières qui rendent ce rêve possible, des grands centres commerciaux où l'on peut tout trouver d'ici et surtout d'ailleurs, tout de suite et maintenant ?

D'autres modèles sont pourtant possibles. Ils se développent au quotidien dans nos territoires.

Des modèles qui prennent en compte les risques climatiques, les besoins de décarbonation ou de sobriété foncière, et la préservation de la biodiversité. Des modèles qui portent aussi l'espoir de poser les fondations d'une société plus juste, plus solidaire et plus désirable.

Car, en habitant l'espace, en façonnant notre environnement, nous ne décidons pas seulement de notre cadre de vie, nous définissons aussi notre façon de faire société.

C'est pourquoi, en cette Journée internationale de l'environnement, le Groupe Sud Ouest s'associe à Sparknews et 51 autres titres de la presse quotidienne régionale pour, ensemble, explorer les initiatives qui repensent déjà nos territoires, réinventent nos lieux de vie, réorganisent nos activités au plus près de chez nous. Pour donner à voir et permettre d'envisager ensemble d'autres façons d'habiter demain.

« Trouver l'équilibre pour faire cohabiter la nature et les citadins »

Paysagiste à la tête de l'agence Osty et associés, Jacqueline Osty a conçu de nombreux parcs et jardins. Elle a été lauréate du Grand Prix national du paysage en 2005 et 2018, et du Grand Prix de l'urbanisme en 2020

Propos recueillis par
Laure de Charette, « Midi Libre »

À travers la conception de parcs et jardins, Jacqueline Osty repense l'accès à la nature en ville et crée des environnements urbains plus sains et écologiques : sols vivants, zéro arrosage, pas de produits phytosanitaires... Elle pense une ville résiliente face aux bouleversements climatiques, qui peut aussi accueillir le spectacle des saisons

En tant que paysagiste, quel regard portez-vous sur l'évolution du développement urbain de ces quarante dernières années ?

À mes débuts, dans les années 1970-1980, les architectes concevaient les fameuses « villes nouvelles » autour de Paris, et, après, ils nous appelaient, nous, paysagistes, pour aménager les espaces restants. Mais, aujourd'hui, la question du paysage se pose en amont. C'est un changement significatif. La notion d'espace public a, elle-même, beaucoup évolué : auparavant, on tournait le dos aux éléments naturels, voire on s'en protégeait, en construisant des routes sur les rivières. Aujourd'hui, cette nature est vue comme une richesse et mise en valeur. Une rivière, c'est une pépite désormais pour une ville ! L'espace public n'est plus seulement pensé comme fonctionnel ou marchand ; on attend de lui qu'il apporte aussi un certain bien-être.

Notre rapport à la nature a-t-il, lui aussi, changé ?

Absolument. Longtemps, la nature est restée en dehors des villes, notamment parce qu'on la craignait. Les plantes étaient vues comme des mauvaises herbes, les forêts et les marais comme maléfiques. Mais, depuis que l'on a pris conscience que la planète est en danger, on observe un retour de la nature en ville et des politiques de reverdissement des centres urbains. Avec le Covid, avec le changement climatique, le besoin de nature en ville, source de confort et d'apaisement, se fait en outre de plus en plus pressant. Les lieux naturels et la biodiversité qu'ils abritent sont enfin considérés comme attractifs et vus avec un regard bienveillant.

Quels sont les nouveaux défis à relever dans l'aménagement des



Jacqueline Osty est paysagiste urbaniste.
AJOA

paysages urbains en raison du réchauffement climatique ?

On ne peut plus aménager, tracer, planter sans conscience des dangers qui menacent les territoires et sans être économe de leurs ressources. Le choix des essences, la gestion de l'eau, les continuités biologiques : tous ces impératifs de l'écologie sont désormais pris en compte le plus possible dans chaque projet. L'objectif ZAN (zéro artificialisation nette) nous oblige par ailleurs à densifier la ville sur elle-même. Mon métier consiste à anticiper l'avenir de la ville, compte tenu des nouveaux enjeux. Cela implique de préparer un socle vivant susceptible d'accueillir à la fois la végétation et la ville de manière pérenne. C'est un travail invisible, mais nécessaire et vertueux.

Justement, comment faire cohabiter la nature et les citadins sur un même territoire ?

Il faut trouver le juste milieu, l'équi-

libre afin de concilier les différents usages et limiter les possibles conflits. Les gens ont besoin d'échanger, de circuler, de créer du lien ; certains lieux naturels ont besoin de calme et ne peuvent être piétinés. De même, les humains ont besoin d'un éclairage nocturne pour leur sécurité, mais la faune a besoin de trames noires. Il ne s'agit pas de tartiner du vert partout, mais d'opérer les bons choix en amont pour créer des espaces naturels en ville qui soient beaux, durables, adaptés à l'âme des lieux, et qui jouent un vrai rôle au service des habitants.

Vous avez conçu des projets très variés (le parc zoologique de Vincennes, les boulevards du centre de Chartres, l'écoquartier de Rouen). Quelles sont les conditions nécessaires pour la réussite de tels projets ?

Il faut avant tout une volonté politique forte, afin de faire atterrir dans le sol les grands discours.

Je suis confiante, car un nombre croissant de maires ont désormais conscience qu'ils n'ont plus le choix, qu'ils doivent repenser leur ville pour la rendre plus résiliente face aux bouleversements sociaux, économiques, climatiques et culturels actuels. Mais cela prendra du temps.

La question de l'aménagement des zones d'activités en périphérie des villes est notamment cruciale. Pensez-vous que l'on puisse y recréer du lien à la nature ?

C'est complexe, mais c'est possible ! Pour renaturer ces espaces bitumés et y ramener du beau et du vivant, il faut d'abord retrouver leurs qualités intrinsèques (relief, eau, sol), qui ont été trop longtemps niées. Il n'y a pas de recette unique : c'est le territoire et son héritage géographique, social et culturel qui nous donnent les clés de sa transformation. En réalité, c'est là encore du bon sens.

Ils veulent créer une Sécurité sociale de l'alimentation

À Dieulefit, dans la Drôme, des citoyens ont créé un collectif pour mettre en place une Sécurité sociale de l'alimentation. Un dispositif pour permettre à chacun, fortuné comme précaire, d'avoir accès à des aliments de qualité. Le projet devrait voir le jour fin 2024

Par Clara Guichon,
« Le Dauphiné libéré »

Acheter des tomates goûteuses, un bout de fromage ou un filet de poisson sans être bloqué par son porte-monnaie. Voilà le principe de la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA), un concept expérimenté un peu partout en France et bientôt à Dieulefit (Drôme). Un collectif, composé de deux salariés et d'une quarantaine de bénévoles actifs, travaille sur la question.

Calibré selon les revenus

« On aurait des bureaux ouverts au public et une grille qui indiquerait qu'avec tel revenu la cotisation est de tant, explique Julie Yon, membre du collectif de la SSA. Ça débloquerait une allocation à dépenser dans des lieux conventionnés : dans des boutiques de

producteurs, chez des paysans ou des artisans, par exemple. »

Les plus démunis auraient une cotisation plus faible que leur allocation, et inversement pour les plus fortunés, de façon à créer un système équilibré. « Chacun pourrait manger de façon digne. » Quel serait l'avantage pour ceux qui cotisent plus ? « Ils participeraient à un autre modèle de société et se protégeraient eux aussi, en cas de chômage ou de maladie par exemple. »

« Derrière, il y a l'idée de transformer notre modèle de production »

Soutenu par la Ville et la Communauté de communes, le collectif a mené une expérimentation sous forme de marché (lire par ailleurs). « Pour nous, celle-ci a toujours été provisoire. » En avril dernier, un comité local de l'alimentation a été créé. Il se consacrera à la SSA.



« On a choisi 22 personnes représentatives de la société, selon des critères d'âge, de genre, de revenus, de composition du foyer ou encore d'ancienneté sur le terri-

toire. » Ils vont plancher sur deux points épineux : les montants des cotisations et allocations et les critères de conventionnement. « Ce n'est pas simple. Il y a les ques-

22 bénévoles du comité local de l'alimentation construisent ensemble le projet.

COLLECTIF DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION.

tions de localité, de label... auxquelles les réponses ne sont pas binaires. Derrière, il y a l'idée de transformer notre modèle de production. »

Le collectif espère lancer une phase pilote fin 2024 avant une généralisation à la Communauté de communes. « Comme pour la santé avec la Sécu, l'alimentation deviendrait une affaire collective. Là-dedans, il y a éminemment une question de santé publique, souligne celle qui est infirmière de métier. L'obésité, le diabète ou encore l'hypertension sont des maladies liées à l'alimentation, que l'on retrouve davantage chez les populations les plus précaires. »



En quête de demain

fête ses 3 ans !



Le saviez-vous ?

Le supplément que vous tenez entre vos mains se trouve aujourd'hui chez tous les marchands de journaux de France.

Et c'est le 6^{ème} d'une longue série !

Lancé en 2021, *En quête de demain* est le fruit d'une **collaboration inédite entre 52 titres de la presse quotidienne régionale**.

Toute l'année, les rédactions travaillent de concert. Accompagnées par Sparknews, elles rédigent des articles consacrés aux enjeux écologiques et sociaux de nos territoires et aux initiatives qui y répondent. Ensuite, elles mettent tout en commun !

Ainsi, vous pouvez découvrir des projets et des personnalités inspirantes de votre région, mais également d'autres régions de France, qui œuvrent pour **une transition des territoires juste et durable**.

Agriculture, alimentation, eau, énergie, mobilité, habitat, biodiversité, océan, forêts, économie circulaire, santé, inclusion... toutes les dimensions qui peuvent toucher notre quotidien sont abordées.

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous
le 27 novembre pour la prochaine édition !

Depuis 2021,
En quête de demain c'est...

242

articles
partagés

13,6

millions de
lecteurs dans
sa version
papier

7

millions de
lecteurs dans
sa version
digitale



En quête de demain est une opération initiée et coordonnée par Sparknews. Acteur pionnier du journalisme de solutions et de l'impact positif, Sparknews fait émerger de nouveaux récits auprès des médias, des acteurs de la culture et des entreprises.

À Nantes, les légumes poussent sur les toits

Une serre-pépinière de 400 m² a été installée tout en haut d'un immeuble des quartiers nord. Si la chaleur accumulée permet de récolter toute l'année, elle sert aussi à chauffer l'eau des 24 logements.

Par Émilie Weynants,
« Ouest-France »

Grâce à la ruche à bourdons, les habitants du 2 de la rue Jacques-Cartier, à Nantes, devraient retrouver des tomates et des courgettes cet été lors de la distribution de légumes hebdomadaire. L'an passé, il n'y en avait pas. « Nous avons aussi fait venir des coccinelles pour s'occuper des pucerons », précise Luc Stéphan, directeur innovation à Nantes Métropole Habitat (NMH). Dans cette serre-pépinière de 400 m² construite tout en haut de l'immeuble, les artifices sont nécessaires : les légumes poussent ici sans pesticides, ni intrants, mais hors sol. Il faut aussi trouver « le bon compromis entre la partie énergétique et agricole ».

Alternative au photovoltaïque

Ce projet, baptisé « Symbiose », s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation des quartiers nord de la ville de Nantes. Depuis septembre 2022, date de son inauguration, le site participe à faire du Chêne-des-Anglais un « quartier fertile », du nom de l'appel à projets lancé par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). Aux manettes : le bailleur social, Nantes Métropole Habitat, qui gère 22 500 logements dans la capitale de Loire-Atlantique et héberge 3 500 habitants ici.

« L'idée du projet, reprend Luc Stéphan, c'était de trouver une alternative au photovoltaïque pour récupérer de la chaleur. » Le thermicien



Le budget total du projet s'élève à 1 million d'euros : 300 000 euros rien que pour la serre.

CLAIRE-ÉLISE CHARTON

Tous les mercredis après-midi, les curieuses et les curieux du quartier et au-delà « montent » ainsi dans ce nouveau « lieu ressource, pensé comme un tiers-lieu ». Rassemblé autour des tables de repiquage, on peut ici, en plus de profiter de la vue, toucher, sentir, goûter... « L'outil permet également de montrer le travail agricole. On est à 10 kilomètres de la plus grande zone maraîchère de France, mais nombre d'habitants l'ignorent », reprend Luc Stéphan, qui s'attache aussi à « penser le lien » avec les bacs installés au pied du bâtiment.

« Un gisement dans le foncier aérien »

Si plus d'un millier de visiteurs ont déjà poussé la porte de Symbiose, le directeur innovation estime « qu'il faudra trois années pour que les habitants du quartier s'en emparent pleinement ».

Mais, déjà, d'autres projets essaient sur le territoire. Le bailleur, contraint au sol par la loi zéro artificialisation nette, voit « un gisement dans le foncier aérien ». À Nantes-Nord, les neuf mois de travaux de réhabilitation et de surélévation ont permis de doter le bâtiment des années 1970 d'un ascenseur. « On donne une seconde vie aux immeubles en mixant les fonctions, en ajoutant de la valeur et en apportant une autre forme urbaine. »

<https://metropole.nantes.fr/actualites/2022/environnement-nature/agriculture-urbaine-symbiose>

https://www.we-agri.fr/portfolio_page/symbiose/

Alexandre Nassiopoulou et l'architecte Boris Nauleau ont eu l'idée de rehausser le bâtiment et d'installer, sur la toiture, la serre, qui compte « 250 m² de surface agricole utile ». Les insectes ne peuvent y entrer, mais la chaleur peut en être extraite grâce à une pompe, par aspiration de l'air. Elle est alors stockée et réutilisée pour chauffer l'eau des 24 logements. « Le cœur du réacteur, c'est ici », montre Luc Stéphan, en désignant la VMC et le ballon de 1 600 litres.

Le système fonctionne essentiellement de mars à octobre, mais, pendant l'hiver, il permet de maintenir le site hors gel, et donc d'y cultiver toute l'année. « Il y a toujours un équilibre à trouver entre les calories qu'on va extraire de la serre pour

chauffer l'eau, et les calories qu'on doit garder ici pour les plantes... » poursuit le directeur innovation. Au mur : « Toute l'intelligence du système » : le Data Pool, qui, après paramétrage, permet de réguler la température et l'hygrométrie.

Associer les habitants

L'enjeu, c'est, en particulier, que les moisissures n'empêchent pas la récolte. Simon Prévost, le maraîcher, tient son plan de culture de main de maître. Tous les jeudis matin, il quitte sa ferme de Doulon-Gohards, à quelques kilomètres de là, pour rejoindre la serre-pépinière. Si le lieu est encore « en rodage », l'année, contrairement à 2023, qui a été marquée par une panne, se passe

sans accrocs. Au printemps, les petits pois, laitues, épinards, artichauts s'y sont épanouis. La canne à sucre est en train de prendre de la hauteur. Et, à la demande des habitants, citronnelle, patates douces, piments, igname vont être testés. « L'idée, c'est de les associer pleinement », insiste Luc Stéphan, qui a sollicité l'association Ecos, spécialiste du jardinage urbain, pour animer ce « lieu atypique » et créer du lien. « On le fait vivre avec les autres associations du quartier en proposant des activités de jardinage, mais aussi de la cuisine, de la langue des signes, des lectures, du bricolage... » égrène Claire-Élise Charton, animatrice en agro-écologie.

À Mouans-Sartoux, l'art et la manière de faire comprendre la transition aux habitants

Entre Cannes et Grasse, Mouans-Sartoux, modeste ville aux 10 000 habitants, fait office d'incubateur d'idées pour la transition écologique. En tête : la conversion, dès 2012, de ses cantines au bio, avec création d'une régie agricole. Potagers citoyens, ateliers de cuisine, démocratie participative... Les projets poussent ici comme les herbes folles et piquent la curiosité de médias et d'élus du monde entier. Mais encore faut-il que les habitants s'en saisissent. Pour cela, Chloé Adelheim, désigneuse, a pensé les cartes « Dévorer la ville », offertes dans plusieurs lieux. Couplées à des briques ocre, garnies d'informations et disposées dans l'espace public, celles-ci guident les passants de l'ancienne aire de séchage du blé aux jardinières de la vieille ville, où glaner li-



Dans les ruelles de la vieille ville, le parcours nous guide vers des jardinières où glaner librement des plantes aromatiques. FRANCK FERNANDES/« NICE-MATIN ».

brement légumes et plantes, en passant par le four à pain communal, les jardins partagés, le terrain agricole municipal, l'épicerie sociale... Entre

bitume et dépaysement, le circuit invite à regarder la ville autrement. À faire, avec une médiation.

Aurélié Selvi, « Nice-Matin »

De décharge à maraîchage : le Talus, ce lieu qui verdit Air-Bel

Aux confins des 11 et 12 arrondissements de Marseille, à proximité de la voie ferrée et à deux pas des tours d'Air-Bel, deuxième plus grande cité de Marseille, trône un îlot de verdure : le Talus. Depuis 2018, la ferme urbaine, composée de trois serres et de 800 m² de terres agricoles destinées aux expérimentations et au maraîchage, produit artichauts, tomates, radis, choux et autres aromates, sur place, sans intrant chimique, afin de fournir aux habitants du quartier des produits de qualité à un prix abordable. Le Talus propose donc des formations autour de l'agro-écologie, de l'alimentation durable, de la transition écologique et des animations sociocul-



Le site se trouve à proximité de la voie ferrée et à deux pas des tours d'Air-Bel. STÉPHANE VIDAL

turelles. Avec ses 5 000 adhérents, le tiers-lieu espère continuer à renforcer ses liens avec les habitants du quartier et développer toujours plus de projets.

Stéphane Vidal, « La Marseillaise »



FranceterredeLAIT

NOURRIR AUJOURD'HUI

& DEMAIN

En cette Journée Mondiale du Lait, célébrée le 1^{er} Juin et initiée par la FAO*, la filière laitière française met à l'honneur les femmes et les hommes qui font le lait :

« Nous, producteurs de lait, industriels privés et coopératives, distributeurs restaurateurs et fromagers, avons confiance en l'avenir parce que notre mission à tous est de garantir notre souveraineté alimentaire. Notre fierté est de vous proposer tous les jours de bons produits laitiers.

Face aux défis économiques, environnementaux et sociétaux, notre démarche de progrès France Terre de Lait réaffirme notre volonté de vous nourrir aujourd'hui et demain. Retrouvez nos engagements sur franceterredelait.fr *»

* Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

photographie retouchée

franceterredelait.fr

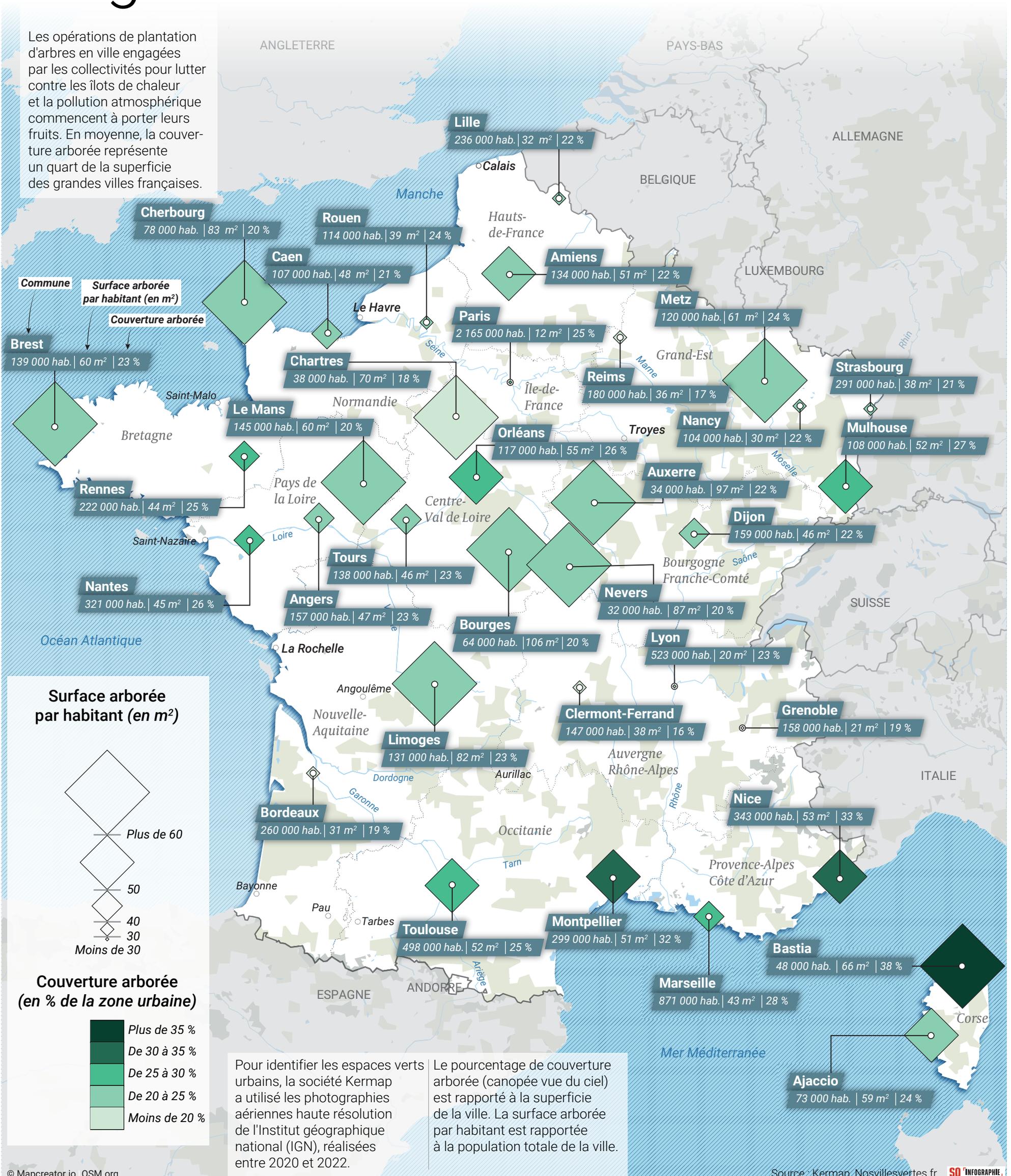


FranceterredeLAIT



Le grand retour des arbres en ville

Les opérations de plantation d'arbres en ville engagées par les collectivités pour lutter contre les îlots de chaleur et la pollution atmosphérique commencent à porter leurs fruits. En moyenne, la couverture arborée représente un quart de la superficie des grandes villes françaises.



Avec C-monspot.fr, on fait du sport en respectant la nature

Char à voile, kayak, randonnée, kitesurf... Comment pratiquer ces activités de bord de mer tout en préservant la biodiversité ? Depuis 2016, le site C-monspot.fr renseigne sur les bonnes pratiques à adopter

Par Chloé Sartena, « Ouest-France »

« **U**n oiseau dérangé plusieurs fois par jour consomme une grande quantité d'énergie qu'il aura en moins pour sa migration ou sa reproduction. » C'est en 2011 que Nicolas Daviau a commencé à s'intéresser aux sportifs. Chargé de mission Natura 2000, il intervient dans la baie de Goulven, une zone reconnue pour la pratique du kitesurf, du char à voile ou encore de la randonnée, mais aussi un « hotspot » pour les oiseaux sauvages. Il constate que les sportifs se renseignent en ligne sur les notions de sécurité ou d'équipement... « En revanche, il n'y avait aucune info environnementale proposée. Par exemple : rien sur le type d'oiseaux que l'on peut y croiser, rien sur leur habitat ! Je me suis dit que nous devions nous impliquer, en tant que gestionnaires représentants de ces espaces. Pour mieux faire comprendre aux sportifs qu'un site naturel (plage, côte) est aussi un milieu vivant. »

« La nature bouge »

Nicolas Daviau fait alors la rencontre de Nicolas Le Corre, enseignant-chercheur à l'Institut universitaire européen de la mer (IUEM), qui mène une thèse sur les modes de gestion permettant une cohabitation harmonieuse entre les publics fréquentant les aires naturelles protégées. À leurs yeux, la création d'un outil numérique permettant de sensibiliser les pratiquants de sports de nature à la biodiversité du littoral est essentielle. « Comme la nature bouge, un oiseau peut nicher sur une île et, l'année suivante, sur la plage d'à côté. Il faut des informations actualisées », rappelle le chargé de mission.

Rapidement, une convention est signée avec l'Office français de la biodiversité (OFB). Gestionnaires d'espaces naturels de Bretagne, représentants d'associations naturelles, Communautés de communes et l'École nationale de voile et des sports nautiques peuvent alors se coordonner. Le site C-monspot.fr voit officiellement le jour en 2016. Dans un premier temps, un panel d'une vingtaine d'espèces principales nichant dans divers périmètres de sensibilité (falaises, plages ou îlots) est dressé. Puis sont listés les oiseaux présents en période



Nicolas Daviau, chargé de mission Natura 2000, répertorie les animaux et renseigne ensuite le site C-monspot.fr.
CHLOÉ SARTENA

« En moyenne, 1 800 visites mensuelles sont comptabilisées. » Chargé de création de contenus et d'animation des réseaux sociaux entre 2018 et 2023, Oscar Chuberre a été témoin d'un intérêt grandissant pour cette thématique de protection du littoral. « L'initiative a été bien reçue à 95 %, et surtout appréciée pour son contenu inédit, comme la cartographie des chemins de migration des oiseaux. Les usagers se disent plus sensibilisés et reviennent sur le site. »

<https://www.c-monspot.fr/>
<https://www.ofb.gouv.fr/bretagne>



Des colonies de phoques sont présentes sur les côtes bretonnes et normandes. Pour se reposer, notamment à marée basse, ils s'installent sur des reposoirs et apprécient généralement les petits îlots, les zones rocheuses, les plages de galets ou les bancs de sable. S'ils sont d'un naturel très curieux, ils sont sensibles au dérangement..

CHLOÉ SARTENA

hivernale et les zones de reposoir des phoques.

Cartographie selon les saisons

« Le site propose une cartographie interactive des espèces présentes sur les sites, selon les saisons. Des fiches détaillées permettent de mieux les reconnaître et de découvrir leur mode de vie, leur niveau de vulnérabilité... Des recommandations de bonnes pratiques sont aussi faites pour éviter le dérangement,

selon les sports pratiqués », résume Stéphanie Tachoures, coordinatrice mer à l'Office français de la biodiversité, fière de constater que la fréquentation du site Internet est en hausse depuis son lancement.

Grâce à un travail mené sur les forums, puis sur le réseau social Facebook, C-monspot.fr a comptabilisé plus de 48 000 connexions, générées par plus de 38 000 utilisateurs individuels, entre 2016 et 2023.

ARJUZANX, DE LA MINE À LA RÉSERVE NATURELLE

L'exploitation du lignite pour la centrale thermique d'EDF a laissé place à un site devenu le paradis des grues cendrées



Les grues cendrées fréquentent le lac d'Arjuzanx depuis plus de trente ans.
NICOLAS LE LIÈVRE/
ARCHIVES
« SUD OUEST »

Après trente ans d'exploitation du lignite - un charbon à faible pouvoir calorifique - entre 1959 et 1992, EDF décide de fermer le site d'Arjuzanx, au cœur des Landes. Aidée par des travaux de renaturation entrepris par l'entreprise publique, la nature y reprend ses droits : l'eau remplit les excavations et la végétation prend possession du site. En 2002, le site de 2 600 hectares est racheté par le Département. Dans le cadre du réseau Natura 2000, les anciennes mines deviennent, en 2004, zone de protection spéciale destinée à favoriser les populations d'oiseaux, puis réserve naturelle régionale en 2022. Plus de 20 000 grues viennent y prendre leurs quartiers d'hiver. Leur nombre atteint parfois 80 000 lors des pics migratoires. 200 000 personnes viennent chaque année les observer depuis des belvédères ou se promener à pied ou à VTT.

Maryan Charruau, « Sud Ouest »

« Dans le monde rural, il existe un certain nombre de bonnes intuitions »

Il y a trois ans, les Arts décoratifs ont ouvert une formation de design des mondes ruraux à Nontron, au cœur du Périgord. Retour sur une expérience vivifiante

Propos recueillis par
Benoît Martin

En 2021, l'École nationale supérieure des arts décoratifs (Ensad) fait le pari de créer un post-master dans une sous-préfecture de 3 000 habitants de Dordogne. Son ambition ? Redynamiser et réinventer par le design un territoire confronté à un phénomène de déprises (démographique, économique, foncière, etc.) en s'appuyant sur son patrimoine naturel et humain. Ariane Briost, de l'Ensad, revient sur cette expérience dupliquée, à la rentrée, dans cinq autres territoires.

Pouvez-vous rappeler la genèse de ce projet ?

Notre intention de départ est double. D'abord, l'Ensad, école nationale, a vocation à s'intéresser à tous les territoires. Ensuite, son directeur, Emmanuel Tibloux, souhaite qu'elle devienne une école de la transformation socio-environnementale. Notre volonté est de reconfigurer les Arts décoratifs, nés à la révolution industrielle en regard des Beaux-Arts, en les intéressant à la question de l'habitat au sens large. Pour nous, il y a l'idée que dans le monde rural, où il y a une connexion à la ressource plus évidente et où la question de l'échelle est un peu différente, il existe un certain nombre de bonnes intuitions.

Pourquoi Nontron ?

Le territoire recherché devait recouper plusieurs enjeux, comme celui des déprises ou de la centralité. Tous les échelons du territoire devaient être prêts à s'engager. Il devait aussi y avoir un socle de savoir-faire qui nous permette d'imaginer une dynamique vertueuse. Nontron réunissait tous ces critères.

Le design est historiquement associé à une production d'objets esthétiques et pratiques pour répondre à des besoins de consommation d'une société industrielle et urbaine. En milieu rural, le design semble avoir l'ambition de dessiner aussi des liens sociaux, des organisations collectives, des politiques publiques...

Cela s'inscrit dans un mouvement très contemporain d'extension du domaine de compétences du design, bien au-delà d'une production matérielle. Dans un contexte de surproduction, on réinterroge l'utilité, l'usage des choses et sur-

tout les conditions de leur production. Le projet développé à Nontron a été pensé juste avant la crise des « gilets jaunes », qui est née d'une dissociation entre question environnementale et sociale. Dans notre processus de travail, on regarde d'où les projets émergent et par qui ils sont portés, davantage que l'endroit où ils vont atterrir et leurs usages. On réintègre démocratiquement les administrés dans le processus de décision de l'action publique.

« Les étudiants travaillent sur des thématiques du territoire dont ils deviennent des habitants. Cette immersion garantit la qualité et la pertinence des projets »

Sur quels projets concrets, par exemple, les jeunes designers ont-ils pu travailler à Nontron ?

J'en citerais deux. Ils ont travaillé sur la mobilité et la réduction de l'autosolisme, en imaginant un prototype de service public qui combine transport scolaire, demandes des entreprises et distribution des denrées alimentaires produites localement. Ils ont aussi imaginé un projet assez ludique pour repenser complètement la gouvernance de l'eau.

Quelle est la méthodologie propre au design ?

Les étudiants travaillent sur des thématiques du territoire dont ils deviennent des habitants. Cette immersion garantit la qualité et la pertinence des projets. Ils commencent par une phase de défrichage des problématiques. Puis ils construisent eux-mêmes le cahier des charges, débattu avec tous les acteurs. S'engage ensuite la phase de production, qui reste hyper-collaborative.

Cinq nouveaux post-masters vont ouvrir à la rentrée prochaine. Est-ce la preuve de la réussite de l'expérience périgourdine ?

Tout vient effectivement de Nontron. Nos deux principaux objectifs - participer à la transformation des pratiques territoriales et à la formation de jeunes praticiens - sont en partie atteints. On peut



Ariane Briost est chargée de mission auprès de la direction de l'École des arts décoratifs.
ENSAD

donc se lancer dans la duplication. Nontron a accueilli le premier déplacement de Rachida Dati, ministre de la Culture, qui a décidé de nous accompagner, ce qui permet de créer cinq programmes de design des milieux littoraux en Bretagne, insulaires à la Réunion, montagnaux dans le Massif central, forestiers dans les Vosges et urbains en métropole parisienne.

Quel est l'apport de la ruralité au design ?

La ruralité change profondément la pratique des professionnels, par l'échelle des projets abordés et les modes de production mobilisés. Certains deviennent designers dans des collectivités qui commencent à créer ce type d'emplois.

L'avenir appartient donc aux

designers plus qu'aux chargés de mission ?

On veut convaincre les décideurs publics qu'il faut faire de la place au design dans le champ de l'action publique. Il n'y a pas de réponse unique, mais ces compétences transversales et intégrées y ont toute leur place. Pour les politiques publiques, c'est une excellente nouvelle de voir arriver ces nouvelles méthodologies.

« Une manière d'être au monde »

Simon Geneste, jeune designer de 28 ans originaire de Châteauroux, a fait partie de la première promotion (2021-2023) du post-master de design rural des Arts décoratifs. Il vient d'achever un contrat d'un an de designer d'intérêt général au Pays nivermois Morvan. Sa mission ? Aider les toutes petites communes à formuler la question de savoir « comment elles souhaitent vivre concrètement », lorsqu'il s'agit, par exemple, de refaire la place d'un village en participant à l'écriture du cahier des charges et en imaginant du mobilier temporaire à essayer in situ. « Le design permet de donner davantage



En 2020, Simon Geneste a sillonné la France rurale durant sept mois.
BENOÎT MARTIN

la parole à la société civile et aux associations », explique Simon Geneste. Le designer, qui apprécie la manière dont la ruralité « questionne sa manière d'être au monde », poursuit l'exploration de « la diagonale du vide » en indépendant.

Pour l'électricité, vous avez le choix :

verte

verte

Depuis 2016, pour mieux vous accompagner dans la transition énergétique, ENGIE propose uniquement une électricité verte, certifiée à 100% par des garanties d'origine renouvelable, pour tous ses nouveaux contrats.*




L'énergie est notre avenir, économisons-la !

*Électricité verte : pour tout nouveau contrat d'électricité souscrit par un client particulier, à l'exclusion des offres Classique, de l'offre Elec Référence Essentielle 1 an et de l'offre d'électricité Happ-e, ENGIE achète l'équivalent de la quantité d'électricité consommée par le client en Garantie(s) d'Origine émise(s) par des producteurs d'énergie renouvelable. Une Garantie d'Origine certifie que de l'électricité a été produite à partir d'une source d'énergie renouvelable et injectée sur le réseau électrique.
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651.

Dordogne : un logement accessible avec un grand A

La construction atypique d'une architecte septuagénaire a fait des émules. Pas chère, facile à bâtir, écologique... Selon ses adeptes, cette maison triangulaire répond aux défis de demain

Par Emma Gouaille,
« Sud Ouest »

Une véritable communauté s'est créée autour de cet habitat atypique. Ils sont près de 50 000 membres sur le groupe Facebook « La maison en A ». Sur le site officiel, la carte recense des dizaines de projets : ici, le permis de construire est accepté ; là, le terrain vient d'être acheté. Tous ceux que nous avons contactés citent la même inspiration : « Vous connaissez Elizabeth ? [...] ». On a vu le reportage d'Elizabeth. » Gourou ? Pas vraiment, l'architecte septuagénaire serait plutôt un esprit libre, voire rebelle. En 2013, après avoir baroudé ici et là sur des chantiers, Elizabeth Faure s'installe à Lusignac, en Dordogne, et se lance dans la construction d'une maison qu'elle a en tête depuis quelques années. « Je n'ai rien inventé, la maison en A existe depuis la nuit des temps. »

Ce « Toblerone géant », comme certains aiment à le décrire, est un assemblage de triangles en bois équilatéraux qui servent à la fois de charpente et de murs. Ils sont ensuite recouverts de tuiles en bitume ou d'un bac en acier.

« Je n'avais jamais construit de maison seule, mais je savais que ça serait simple », assure-t-elle. Aidée ponctuellement par des amis,



La maison en A d'Elizabeth Faure, à Lusignac, en Dordogne.
JONATHAN GUÉRIN/
« SUD OUEST »

elle parvient à boucler la structure de 180 m² en à peine trois mois. Grâce à sa détermination – elle répète sans cesse que « tout est possible ! » –, Elizabeth prouve qu'on peut devenir propriétaire avec relativement peu de moyens. « Mon budget était de 40 000 euros. C'est une solution pour ceux qui ne peuvent pas contracter de crédit. »

Des milliers de visiteurs

Aujourd'hui, l'utopie d'Elizabeth a dépassé les frontières de la Dordogne grâce au film documentaire réalisé par son amie Morgane Lounay « La Maison en A ». Ensemble, elles ont organisé des projections partout en France. Jusqu'à attirer

l'attention des médias en 2020. En plein confinement, des milliers de Français en difficulté financière ou pas, bricoleurs ou novices, ont vu dans la maison en A leur logis idéal. L'architecte, adepte du mantra « carpe diem », n'avait pas anticipé cet engouement. « Ça a fait un buzz monumental. J'ai eu des visiteurs tous les jours chez moi non-stop pendant plusieurs mois. » Elle les accueille tous, répond à leurs questions et partage ses tuyaux. Puis elle retrouve sa tranquillité en créant une chaîne YouTube avec des tutoriels sur tous les sujets : du permis de construire à la levée des triangles, en passant par les mardriers et l'étude thermique.

Ces vidéos sont très utiles pour Pauline et Sylvain, trentenaires, tombés amoureux de la maison en A. « On a trouvé un terrain en forêt en Dordogne. Notre rêve était d'avoir une belle hauteur sous plafond et de la surface. On veut tout faire tout seuls, sauf la pose des charpentes, mais ce n'est pas si simple en n'étant pas bricoleur. » Le couple, qui échange régulièrement avec d'autres autoconstructeurs de la communauté, espère avoir fini d'ici à un an et demi.

Un habitat écolo

Florian et Gilliane se sont d'abord essayés à la « tiny house », autre habitat atypique. Cette « maison minuscule » (littéralement) est généralement construite en bois et conçue pour être déplacée sur remorque. Une première étape avant leur maison en A. « On a vu comment construire une maison ossature bois et on a déjà les outils, donc, si on suit le même modèle qu'Elizabeth, ça devrait aller. » Pour réaliser leur projet, ces Bordelais ont dû migrer en Dordogne. C'est à Eygurande-et-Gardedeuil

qu'ils ont trouvé le terrain de leurs rêves et obtenu un permis de construire. Échaudés par des expériences passées, ils souhaitent être autonomes et ne pas contracter d'emprunt. Sur leur terrain de 6 000 m², ils rêvent d'une vie plus proche de la nature.

Elizabeth Faure se réjouit que de nombreux jeunes aspirent à une vie plus sobre et vante les intérêts écologiques de la maison. « C'est sur pilotis donc il y a moins d'emprise au sol, le bac acier peut durer cent ans et il est facile de mettre des panneaux solaires et de récupérer l'eau du toit. »

Mais son utopie se heurte à certains freins. En 2021, la Communauté de communes du Pays ribéraçois, où elle est installée, a adopté un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) qui n'autorise plus les pentes de toiture supérieures à 35 %. « Ce règlement n'est pas dirigé contre les maisons en A en particulier », assure Francis Lafaye, le vice-président.

« J'ai entendu que ça allait défigurer le paysage, mais les pavillons actuels ne sont pas pérennes. Cet habitat résout un problème de logement, il faut laisser faire les personnes motivées qui ont envie de construire leur maison. » Et de conclure : « J'ai 75 ans. Le but de ma vie a été de faire quelque chose pour ceux qui n'ont pas de toit. Je peux mourir tranquille. »

Niederhausbergen a la clef de la réussite pour un village cyclable

Niederhausbergen, petite localité de 1 600 âmes en périphérie de Strasbourg, a entrepris, avec l'Eurométropole de Strasbourg, une vaste politique d'aménagement de pistes cyclables et d'aide à l'achat de vélos

Par Félicien Rondel, « Les Dernières Nouvelles d'Alsace »

Jean-Luc Herzog aurait pu être serrurier. Le maire de Niederhausbergen, village de 1 600 habitants au nord de Strasbourg, collectionne les clefs : celles de la mairie, bien sûr, mais aussi celles qui mènent à un panel d'endroits : Strasbourg, les communes voisines, la colline en surplomb du village, etc.

Et pour cause, l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) a, depuis quinze ans, aménagé plusieurs pistes cyclables sur son ban communal, rebaptisées « clefs » par l'édile.

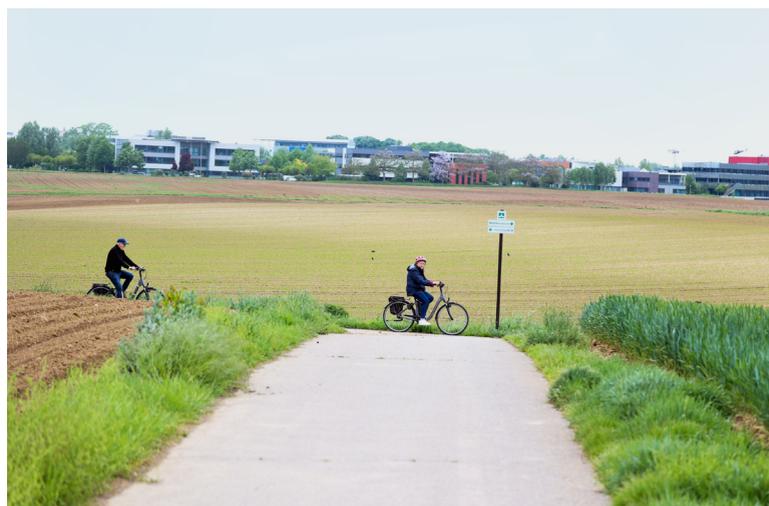
Il y a d'abord la clef des Villes, explicite-t-il. Une voie goudronnée en 2009, à travers les champs, débouchant sur la zone d'activi-

tés d'une commune limitrophe et, une dizaine de kilomètres plus loin, sur le centre de Strasbourg.

Puis, la clef des Champs. Cette piste, tracée en 2014, relie un lotissement éloigné au cœur du village, où se situe école, bibliothèque et terrain de jeux. Sans passer par les rues bondées du centre, où les voitures des environs se pressent pour traverser le village, en direction de l'autoroute. « Les enfants ne sont pas censés prendre ces rues », précise-t-il.

Tisser une toile de pistes

La clef des Villages longe en double sens la route qui permet de traverser le village par l'ouest. Ou, « si l'on a plus de temps, on peut passer par la piste des Forts », qui mène au fort Foch, sur les hauteurs du village. Une piste



Deux cyclistes lors d'une promenade sur la piste. FRANCK KOBI/«DNA»

permet d'y accéder depuis le village. Ce sera la clef des Forts. Au cœur de la commune, certaines rues étroites sont également

devenues l'apanage des piétons et des deux-roues sans moteur. Si l'Eurométropole a déboursé 300 000 euros pour réaliser les liai-

sons extra-muros, tisser cette toile de pistes à l'intérieur du village a coûté environ 50 000 euros sur dix ans à la commune. Jean-Luc Herzog voit en cet ambitieux réseau de pistes une manière de sécuriser davantage les accès cyclistes dans une commune traversée par 7 000 véhicules au quotidien. Et de permettre à ses habitants d'accéder à différents lieux sans prendre leur voiture.

Et si l'on n'a pas de deux-roues ? Là aussi, le maire a imaginé une solution. La commune aide ainsi à hauteur de 100 euros ses administrés pour l'achat d'un vélo neuf, au prix minimum de 475 euros, électrique ou mécanique. Sans condition de revenus. « Tout effort mérite d'être accompagné », justifie-t-il. En quatre ans, ils sont une quarantaine à avoir bénéficié de ce coup de pouce.



ON PEUT FAIRE BASSE CONSOMMATION ET HAUT NIVEAU DE CONFORT À TOUS LES ÉTAGES



La rénovation énergétique est le chantier du XXI^e siècle. En Europe, 85% des bâtiments existants doivent ainsi être modernisés⁽¹⁾. Chez Saint-Gobain, la rénovation énergétique est au cœur de notre savoir-faire. Chaque jour, nous imaginons des solutions innovantes⁽²⁾ pour les professionnels et les particuliers avec des matériaux plus légers et à faible impact carbone, des isolants à haut rendement énergétique, des vitrages de haute technologie pour réduire l'empreinte environnementale des immeubles collectifs et des maisons individuelles et améliorer le bien-être et la santé des habitants. Concevoir des solutions pour des bâtiments plus confortables, plus économes en énergie et en ressources, c'est le défi que nous nous engageons à relever pour une construction toujours plus durable.

SAINT-GOBAIN.COM

(1) Étude Commission européenne 2024. (2) Retrouvez toutes les informations concernant notre engagement pour une construction responsable : <https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/2021-06/net%20zero%20carbon%20roadmap.pdf>.

À Saint-Joachim, le cimetière produira bientôt de l'énergie

Pourquoi ne pas utiliser le cimetière municipal pour produire de l'électricité ? Dans une commune de Loire-Atlantique, des panneaux photovoltaïques vont être bientôt installés au-dessus de tombes

Par **Émilie Weynants**,
« Ouest-France »

L'idée de départ, c'était de couvrir le cimetière de Saint-Joachim (Loire-Atlantique) pour limiter les inondations l'hiver et aussi récupérer l'eau de pluie, notamment pour arroser le terrain sportif voisin soumis à rude épreuve l'été. Mais la commune, située au cœur du Parc naturel régional de Brière (au nord de Saint-Nazaire), a vu plus grand. Pourquoi ne pas recouvrir le cimetière de panneaux ? L'idée a fait son chemin. Rapidement... En effet, depuis 2008, la municipalité s'est déjà lancée dans une politique de développement du photovoltaïque. Ni une ni deux, l'association Brière Énergie se constitue autour d'une quinzaine de personnes.

« **Le projet du cimetière est le point d'orgue de notre politique de développement du photovoltaïque sur les bâtiments publics** »

« L'objectif, c'était d'aider la municipalité à trouver des habitants volontaires pour financer leur achat », se rappelle Philippe Renoux, son vice-président. Finalement, le calendrier est une aubaine : ce sont les 7 % d'impôt foncier en plus qui vont y participer. « Les Briérons financent l'achat des panneaux via la municipalité et ils récupéreront leur augmentation d'impôt sous forme d'électricité redistribuée sur une boucle d'autoconsommation collective. »

5 000 panneaux

Si tous les foyers équipés d'un compteur Linky peuvent s'y raccorder, environ 500 foyers (ou « points de livraison », selon le jargon consacré) se sont aujourd'hui manifestés. « On table sur 1 000 », assure Philippe Renoux, qui renforce sa communication depuis le déploiement du prototype, courant mai. L'occasion de tester les techniques (et de se rassurer aussi), avant de lancer l'appel d'offres. Ce qui se dessine, c'est une couverture d'ombrières photovoltaïques, environ 5 000 panneaux, sur 6 000 m² de surface exploitable. « Ce sera quasiment du sur-me-



« Il y a beaucoup de communication autour de ce projet, mais certains habitants n'en ont pas encore eu connaissance. » EMILIE WEYNANTS/« OUEST-FRANCE »

sure ! » précise Denis Salaün, le directeur financier de la Ville. Ici, le sol est ondulé, impossible de le niveler, et il va falloir jouer de précision pour organiser l'espace sans l'abîmer. « Dans un cimetière, on n'a pas le droit à l'erreur. Il vaut mieux prendre un mois de plus, mais faire les choses bien... » Les poteaux qui supporteront les ombrières seront glissés dans les pieux enfoncés à 15 mètres de profondeur. Et ils seront en bois lamellé-collé, « pour plus d'harmonie ». Dans ce projet, la Ville, propriétaire

de la centrale, est fournisseur d'électricité. L'association, elle, est la « personne morale organisatrice ». C'est elle qui fait le lien entre habitants, production et répartition. Pour ça, il a fallu développer, avec l'aide de l'entreprise Enogrid, un outil capable de mesurer la consommation pour assurer une redistribution équitable. Chaque année, le cimetière pourrait produire 1,4 mégawatt-heure (MWh). « Ce n'est pas la panacée, les habitants de Saint-Joachim vont continuer de payer de l'électricité », nuance Denis Salaün,

qui précise qu'ici, à l'année, on consomme environ 11 MWh. Mais, si on y ajoute l'énergie produite par les ombrières du parking qui jouxte la salle de spectacle, aujourd'hui exploitée par une société privée, « on pourrait arriver à couvrir 30 % de la consommation totale de la commune ».

Double objectif

« Le projet du cimetière est le point d'orgue de notre politique de développement du photovoltaïque sur les bâtiments publics », affirme Jacques Cochy, adjoint à l'environnement. Depuis une quinzaine d'années, huit bâtiments ont été recouverts de panneaux : écoles, bureau de poste, salles de sport, services techniques... « Bref, tout ce qui était bien exposé ! » sourit Denis Salaün. Et l'objectif de départ – « Faire des recettes et sécuriser l'avenir » – est atteint.

Aujourd'hui, la Ville produit deux fois plus d'électricité qu'elle n'en consomme ! « Tous nos bâtiments producteurs sont reliés dans le même réseau d'autoconsommation. Seuls les premiers équipés opèrent encore en vente directe, car les décrets aujourd'hui en vigueur n'existaient pas au début... » Depuis 2023, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) permet en effet, sur dérogation, d'autoconsommer sur un même poste dans un rayon de 20 kilomètres.

5 000 panneaux photovoltaïques recouvriront bientôt le cimetière de Saint-Joachim. Depuis la mi-mai, on teste les techniques et matériaux sur ce terrain communal et marais remblayé. Malgré le chantier, il faut maintenir son accessibilité. VILLE DE SAINT-JOACHIM (VUE D'ARCHITECTE).

Alors, si jadis l'initiative a pu surprendre (même l'édile de l'époque était frileux), aujourd'hui on vient de toute la France pour découvrir, sur le terrain, le modèle de cette petite commune en route vers l'autonomie énergétique. Et économique aussi... « Tous les investissements réalisés jusqu'ici, soit environ 2 millions d'euros, ont été autofinancés par les productions, en aucun cas par l'impôt ! » insiste Denis Salaün. Notons que le projet est soutenu par l'association citoyenne Récit et par la Fondation de France Grand Ouest. Côté habitants aussi, on fait globalement confiance à cette municipalité « qui a l'air de savoir y faire »... Le projet n'a pas soulevé de vraie opposition dans la population, hormis au conseil municipal (où, en novembre dernier, les trois élus d'opposition ont voté contre). Et pour cause, sur les 4 200 habitants de la commune, l'association Brière Énergie compte aujourd'hui 450 adhérents, dont une majorité de résidents. Croisée à l'entrée du cimetière, cette septuagénaire a bien entendu parler du projet, qui devrait voir le jour à l'horizon 2025, mais « sans se le représenter, ni s'engager pour autant »... Résolument volontaire, Philippe Renoux résume la philosophie de son association : « Ce projet porte un double objectif : limiter la facture, mais aussi réorienter la production d'électricité à d'autres moments de la journée, et apprendre à l'utiliser au mieux. Être responsables, l'avenir nous le demande. »

Avec la Fondation de France :

<https://www.fondationdefrance.org/fr/cat-fondation-de-france-grand-ouest/des-panneaux-photovoltaïques-au-dessus-d-un-cimetière-le-projet-innovant-de-la-commune-de-saint-joachim>

Les commerces fleurissent de nouveau à La Souterraine

Alors que de nombreux commerces ferment en zones rurales, la deuxième ville du département de la Creuse connaît aujourd'hui un dynamisme étonnant. Grâce à une politique ambitieuse mise en place par la mairie et un engagement fort des commerçants, La Souterraine a retrouvé le sourire

Par Victor Fleury,
« La Montagne »

En 2014, rien n'incitait à l'optimisme à La Souterraine. Les principaux employeurs de la commune, le couturier De Fursac et l'usine de pièces automobiles GM&S, avaient déjà largement entamé leur délocalisation. La population, vieillissante, déclinait rapidement. Plus de 22 % des commerces du centre-bourg avaient baissé le rideau, contre 8 % au niveau national à l'époque.

« **Le bilan économique, humain et professionnel est ultra-positif, largement au-delà de mes attentes.** »

La municipalité a alors décidé de réagir. « Nous avons d'abord soutenu la création de boutiques éphémères pour montrer que les choses pouvaient bouger ici, détaille le maire actuel, Étienne Lejeune. Puis nous avons lancé une aide au loyer pour la création ou la reprise d'un commerce en centre-ville. » Parallèlement, la commune a tenu à maintenir ses équipements culturels, à reprendre le cinéma et à relancer le marché hebdomadaire, qui périssait.

Victime de son succès

Dix ans après, les résultats sont spectaculaires. Le taux de natalité repart à la hausse. La Souterraine est en finale du concours « Votre plus beau marché de France ». Et le taux de vacances commerciales a été réduit de moitié. Il est même aujourd'hui au-dessous de la moyenne nationale. « On est un peu victimes de notre succès, admet Étienne Lejeune. On avait prévu d'aider une dizaine de commerces, on en est déjà à 28 sur la centaine du centre-bourg. » Cette commune de 5 000 habitants prend dorénavant en charge, pendant trente-six mois, la moitié du loyer des commerçants, pour un maximum de 3 000 euros par an.

« C'est un sacré coup de pouce quand on débute, assure Mehmet Kazan, propriétaire du Café Chaud depuis un an et demi. Cela nous permet de faire des économies, que nous pouvons réinvestir ailleurs. » En début d'année, le bar le plus fréquenté de La Souterraine a ainsi pu accueillir une soirée de stand-up,



Le chef du restaurant L'Osmose, Thibaut Martinazzoli, réalise trois fois le chiffre d'affaires initialement prévu, ce qui lui a permis de créer quatre emplois.



« La mairie a impulsé quelque chose au départ, dit Armelle Duno, de L'Atelier des curiosités. Mais on s'est approprié cette dynamique positive, parce qu'on aime notre ville. »

avec des artistes de toute la région. Le succès a été au rendez-vous, et une deuxième édition est déjà annoncée. « Mon premier bilan dépasse mes attentes. Je vais même pouvoir embaucher dès la fin de l'année, prévoit-il. Le centre-ville bouillonne de nouveau et redevient attractif. »

À l'emblématique porte Saint-Jean, le chef de L'Osmose, Thibaut Martinazzoli, ne percevra plus, dès le mois prochain, d'aide de la mairie. « Les deux premières années, j'ai dû faire beaucoup d'investissement, cela m'a vraiment aidé, confie-t-il. Maintenant que j'ai tous les équipements nécessaires, je suis prêt pour mon envol. » Son restaurant

de burgers réalisés à partir de produits locaux est très souvent plein. Il réalise trois fois le chiffre d'affaires initialement prévu, ce qui lui a permis de créer quatre emplois. « Je suis d'une ville de Haute-Vienne qui a les mêmes capacités mais pas la même dynamique que La Souterraine, constate-t-il. Les gens ici s'investissent pour que leur commune fonctionne. »

Les commerçants s'impliquent

100 mètres plus haut, Quentin Liabaud a ouvert, en 2021, la librairie L'Apothicaire. « Plus que l'aide au loyer, ce qui m'a attiré à La Souterraine, c'est sa gare, sa cité scolaire



Un dynamisme commercial illustré par la réussite du Café chaud, propriété de Mehmet Kazan.



Quentin Liabaud a ouvert, en 2021, la librairie L'Apothicaire. PHOTOS BRUNO BARLIER

avec des centaines d'étudiants en design, et son marché. C'est la ville qui peut brasser le plus de monde en Creuse, explique-t-il. Le bilan économique, humain et professionnel est ultra-positif, largement au-delà de mes attentes. » Quentin Liabaud a créé avec d'autres commerçants et artisans le collectif Le Petit Quartier du haut, pour redonner vie au quartier historique de La Souterraine, longtemps déserté. « Les Sostraniens sont les premiers acteurs du changement de leur ville, analyse-t-il. La municipalité ne peut pas tout faire. »

Autre membre fondateur du collectif, Armelle Duno a ouvert en décembre 2022 L'Atelier des curio-

sités, une boutique où elle fabrique des objets en porcelaine. Quand elle s'est installée, tous les magasins autour d'elle étaient fermés. « Cela me tenait à cœur de remercier la ville qui m'a accueillie quand j'étais étudiante, assure cette enseignante au pôle design voisin. L'aide au loyer m'a permis de sécuriser mon installation. » Les résultats de sa première année sont excellents, et un institut de beauté a ouvert à côté de sa boutique. Avec d'autres membres du collectif, elle organise des événements pour vitaliser le quartier. « La mairie a impulsé quelque chose au départ, conclut-elle. Mais on s'est approprié cette dynamique positive, parce qu'on aime notre ville. »

Lot-et-Garonne : un dispositif pour attirer et loger des apprentis dans les communes rurales

Apprentoit aide les apprentis à se loger dans 12 communes rurales du Lot-et-Garonne en rénovant d'anciens bâtiments mis à disposition par les mairies. Les jeunes bénéficient de loyers très attractifs, entre 80 et 100 euros.

par Fanny Laison, « Sud Ouest »

Chemise blanche impeccablement repassée et chaussures noires cirées, Lucas Manoer achève le service de midi à l'Auberge Le Prieuré. Voisin du prieuré clunisien du XI^e siècle, ce restaurant étoilé fait la fierté de Moirax, commune de 1 188 habitants (en 2020) située au sud d'Agen. L'apprenti de 19 ans y travaille depuis septembre 2022. Élève à la Chambre des métiers et de l'artisanat du Lot-et-Garonne (CMA 47), il finit de préparer un brevet professionnel consacré aux arts de la table. « Depuis que Lucas a commencé dans ce restaurant, il a beaucoup changé, remarque Mathieu de Carli, le directeur du foyer jeunes travailleurs de la CMA 47. Il a notamment pris confiance en lui, cela se voit dans sa façon de se tenir et de parler. » Sauf imprévu, le jeune homme devrait être diplômé courant juin. Une trajectoire pleine de promesses, rendue possible par Apprentoit. Lancé en 2013 par la CMA 47 et le bailleur social Domofrance, ce dispositif aide les apprentis à se loger à proximité de leur lieu de travail et à très bas prix. Une fois son service terminé, Lucas n'a plus que 80 mètres à parcourir pour rentrer chez lui. Grâce à une aide personnalisée au logement (APL) majorée, les loyers sont compris entre 80 et 100 euros.

12 communes du Lot-et-Garonne accueillent aujourd'hui 36 studios aménagés dans des bâtiments mis à disposition par les mairies et rénovés par Domofrance. Unique en France, cette initiative a été lancée en réponse aux difficultés de recrutement des entreprises dues au manque de logements.

Accompagnement personnalisé

« Heureusement que j'ai eu cette place car je n'aurais pas pu faire les allers-retours. Entre ici et chez moi à Gondrin, dans le Gers, c'est quarante-cinq minutes à une heure de route. » Louer un logement un peu plus loin ? Pas impossible, mais pas le plus évident avec un salaire d'apprenti d'environ 950 euros.

« Un loyer à Agen, c'est 300 à 350 euros, indique Mathieu de Carli. Ce à quoi il faut ajouter l'eau, l'électricité, les frais d'essence et de voiture. » « C'est rassurant pour nous et ses parents de se dire qu'il n'a pas la route à prendre après le travail », souligne Agathe Tournel, cogérante de l'Auberge Le Prieuré. Aménagés depuis 2016 dans une ancienne grange datant du Moyen Âge, les deux appartements Apprentoit de Moirax bénéficient d'un espace partagé. C'est là qu'Emmanuelle Sallères rencontre régulièrement les jeunes logés par Apprentoit. Outre les démarches administratives, la salariée de la CMA 47 fait le lien entre les apprentis, les familles et les entreprises. « Mon rôle est de les accompagner tout au long de cette première expérience d'autonomie et de sécuriser leur parcours professionnel, résume-t-elle. C'est pour cette raison que j'échange beaucoup avec les employeurs. S'ils me disent que le jeune a l'air fatigué, est souvent en retard ou absent sans raison, cela va m'alerter. »

Quatre nouveaux studios

En onze ans d'existence, Apprentoit a accompagné 200 apprentis. « Certains ont signé des CDI derrière ou envisagent de reprendre l'entreprise lorsque le gérant partira à la retraite, se réjouit Mathieu de Carli. Nous agissons vraiment sur deux volets : donner un toit à des jeunes qui débutent dans la vie active, et maintenir l'attractivité des entreprises dans les communes rurales. »

Le dispositif offre une aide précieuse aux employeurs pour convaincre des apprentis (et leurs parents) de venir travailler dans des lieux mal voire pas du tout desservis par les transports en commun. Du côté des communes, c'est l'opportunité de maintenir des activités économiques, mais aussi de faire rénover des bâtiments vides et parfois très anciens. En échange d'un euro symbolique et d'un bail emphytéotique de soixante ans, Domofrance prend entièrement en charge les travaux, à hauteur de 400 000 euros dans le cas de Moirax.

Observé par d'autres départements ruraux comme la Creuse, le disposi-



Lucas Manoer, avec le maire de Moirax (à gauche), commune où se situe son studio Apprentoit, et Jean-François Blanchet, le président de la CMA 47, qui a impulsé ce dispositif de logement.



À Moirax (Lot-et-Garonne), une ancienne grange a été transformée en logements pour apprentis par le bailleur Domofrance dans le cadre du dispositif Apprentoit. PHOTOS FANNY LAISON

tif est en dynamique constante. Trois nouveaux logements seront livrés en 2026 à Moirax. Cocumont, située au nord-ouest du département, est la dernière commune à avoir intégré

Apprentoit. Quatre studios vont y accueillir des jeunes d'ici à quelques semaines. « Dire que ça dynamise la commune, c'est exagéré, nuance Henri Tandonnet, le maire de Moi-

rax. Mais ça apporte une convivialité. C'est agréable de voir l'équipe de jeunes du restaurant prendre un verre à La Cigale, sur la place du village, le dimanche après-midi. »

Dans le Gers, le bus dentaire ne connaît pas de creux

Un bus de la Croix-Rouge sillonne les villages ruraux du département les lundis et mardis afin de proposer un service de soins dentaires gratuits aux habitants. Plus de 550 patients ont été accueillis en un an.

Par **Kélian Couderc**,
« La Dépêche du Midi »

Il affiche complet semaine après semaine. Dans quelques jours, le bus dentaire va souffler sa première bougie. Ce dispositif, lancé par la Croix-Rouge, permet aux Gersois de bénéficier d'une consultation dentaire de 40 minutes gratuitement. Le camion fait étape dans neuf communes du département, deux jours par semaine (lundi et mardi, hors vacances scolaires).

Coordinateur du projet, le Gersois Sébastien Delmotte entend lutter contre la désertification médicale grâce à cet utilitaire : « On répond vraiment à ce besoin de soins. Les gens qui viennent n'ont pas vu de dentiste depuis dix ou quinze ans. On arrive à ramener les gens vers le soin », se félicite-t-il. Ce matin-là, à Estang, un accent chaleureux descend du camion : « Mon mari et moi venons de Belgique. Pour trouver un rendez-vous dans un cabinet privé, c'est compliqué ici. Ils ne prenaient pas de nouveaux clients ou il fallait attendre six mois pour une consultation. On a donc préféré venir tester ce bus », raconte Myriam. Si le couple belge a réservé ses consultations deux mois à l'avance, durant la matinée, une autre patiente arrive pour une demande plus urgente : « Je viens car j'ai une dent de devant cassée et mon dentiste ne pouvait pas me prendre avant juillet », indique Jeanine, qui



L'équipe
accueille 12 à 17
patients par jour.
DDM

sur une patientèle qui a vraiment besoin de nous. On prend vraiment le temps avec eux, on sort du cadre du cabinet classique qui est beaucoup plus rapide et avec beaucoup plus de pression », explique Loïc. Pour rassurer les clients, un ancien dentiste assiste aux consultations : « Mon but, c'est de n'intervenir qu'au dernier moment, si ça ne va pas. Autrement, il faut les laisser pratiquer. Ils ont sûrement davantage de connaissances techniques que moi mais je leur apporte l'expérience de mes 40 ans de pratique », commente Michel Viboud, désormais retraité.

Le bus dentaire a déjà croisé la route de 555 patients en moins d'un an, soit une moyenne de 12 à 17 par jour de consultation. Après une année de test grandeur nature, Sébastien se verrait bien étendre ce dispositif : « L'objectif est d'ouvrir un troisième jour dans la semaine pour aller soigner encore plus de Gersois sur le territoire », sourit le coordinateur du projet. En attendant un élargissement des disponibilités, le planning du bus est disponible jusqu'à la fin juin. Mais attention ! les places prennent vite preneurs au cœur des vallons gersois.

a pris son rendez-vous il y a huit jours.

Tout sourire à la sortie du cabinet ambulatoire, elle semble avoir apprécié : « J'ai trouvé ça parfait ! Ils étaient très gentils et très compétents », se réjouit-elle. Un avis que partageait déjà son homologue belge quelques instants auparavant : « On est accueilli sur le ton de l'humour, donc si on a une petite appréhension du dentiste, elle

peut être estompée par cette convivialité », indique Myriam, pas déstabilisée par les soins au sein d'un utilitaire.

La jeunesse au pouvoir... mais encadrée

Cette convivialité est insufflée par la jeunesse. Ce sont deux étudiants en sixième année d'odontologie de Toulouse qui officient dans ce camion : « Chaque semaine, ce

sont deux nouveaux stagiaires qui prodiguent les soins dentaires. Ils savent déjà travailler car ils sont à la fin de leur cursus scolaire et ils ont déjà effectué des remplacements dans des cabinets ou à l'hôpital », rassure Sébastien Delmotte.

Aujourd'hui, ce sont Loïc et TERENCE qui sont aux commandes. Pour eux, cette nouvelle expérience n'est que bénéfique : « On retrouve l'essence du métier et le côté humain. On est

L'incroyable chemin parcouru du métropolitain GR 2013

Projet de Marseille - Capitale européenne de la culture, le sentier métropolitain du GR 2013 était inauguré il y a onze ans en mars. Une grande première pour une Capitale de la culture qui, depuis, a fait son chemin

Par **Sabrina Testa**,
« La Provence »

Une idée de Baptiste Lanaspèze, fondateur des éditions Wildproject, basées à Marseille et consacrées à la question écologiste. La Métropole n'existait pas encore, et ce projet a permis d'en établir une première échelle avec les six intercommunalités : 365 kilomètres de sentier, 38 communes traversées, un grand 8 avec deux boucles autour de l'étang de Berre à l'ouest et de la chaîne de l'Étoile-Garlaban à l'est, se rejoignant au niveau de la gare TGV d'Aix. Un dessin réalisé avec une vingtaine d'artistes marcheurs et 400 membres de la Fédération française de randonnée pédestre qui ont travaillé

au repérage et au balisage pour la labellisation dès la mi-2010, en collaboration avec chaque commune. « On est tous partis à l'aventure en terra incognita pour proposer une invitation à randonner en sortant des grands massifs et en lien avec le réseau de transports en commun métropolitain », rappelle celui qui avait fait partie de l'équipe lilloise en 2004. Regarder le territoire d'un nouvel œil le temps de pique-niques, d'expos, de conférences, marches, performances... Une centaine d'événements ont émaillé l'année. » La réalisation d'un topoguide, aussi, a renouvelé les propositions de balade dans le département.

En 2014 est créé le Bureau des guides, association chargée de conti-



nuer à animer ce projet pensé pour être pérenne. Quatre personnes au départ, dix aujourd'hui, travaillent pour la structure basée à l'Usine Pillard à Marseille, toujours soutenue par les collectivités. Et qui continue

d'inventer « l'expérimentation d'un équipement culturel à partir d'un sentier ». À la croisée des logiques culturelles, patrimoniales, écologiques et d'aménagement du territoire, et en faisant dialoguer artistes, scientifiques et communautés d'habitants. « On fait désormais partie d'un réseau européen des sentiers métropolitains. Une expertise qui aide à orienter des politiques locales, comme la création d'un sentier porté par la Métropole toulonnaise. » Onze ans après, le GR 2013 est reconnu par le ministère de la Culture comme un tiers-lieu à l'échelle d'un territoire. « Il est de nouveau homologué pour dix ans, la Fédération de randonnée a rebalisé en jaune et rouge la totalité du sentier. »

Supplément gratuit
au journal du 05 juin 2024
Directeur général et directeur
de la publication : Nicolas Sterckx
Réalisation : L'Agence
Rédactrice en chef des suppléments,
magazines et hors-séries : Marie-Luce Ribot
Chef de rédaction : Benoît Martin
Responsable de fabrication : Florence Girou
Illustration de une : Sparknews
Conception graphique : Studio Agence
Siège social : Journal « Sud Ouest »,
23, quai des Queyries, 33094 Bordeaux Cedex.
Tél. 05 35 31 31 31 - www.sudouest.fr
Secrétariat de l'Agence :
Tél. 05 35 31 23 31
Régie Sud Ouest Publicité : 05 35 31 27 40
N° commission paritaire : 0425 C 86477
Impression : Sapeso, 40, quai de Brazza,
33100 Bordeaux

Si c'était à refaire, ce serait plus vert.

Garantie Verte AXA⁽¹⁾

AXA finance jusqu'à 50 000 €⁽²⁾ supplémentaires
si la rénovation de votre bien suite à un sinistre
respecte des normes plus écologiques et plus durables.



(1) Pour plus d'informations sur la « Garantie Verte », rendez-vous sur <https://axalive.fr> – Communiqué de presse du 19 février 2024.

(2) Suite à un sinistre garanti (événements climatiques, catastrophes naturelles et incendie), AXA France finance jusqu'à 50% du surcoût lié aux équipements verts, limité à 10% du montant total du sinistre avec un plafond de 50 000€. Sous réserve d'acceptation de l'expert sur l'éligibilité des travaux envisagés et à condition que l'assuré participe à hauteur du même montant qu'AXA France dans les travaux.

AXA France IARD • AXA Assurances IARD Mutuelles • Entreprises régies par le code des assurances. © Christopher Anderson.